Associations des femmes chefs d'entreprise :

Mythe et réalité en Algérie

Houria Ayouche

Département de sociologie

Université Alger 2

Résumé :

L'Algérie a eu la possibilité de procéder à un certain nombre de réforme lui permettant le passage de la phase des libertés citoyennes et syndicale. à la phase du dialogue social qui s'est construit depuis 1990 ,sous ses différentes plates formes ;bipartites(la première date d'octobre 1990)et tripartites(la première date de novembre 1991).chose qui a permis la mobilisation des potentialités du pays, dans le cadre d'un pacte national économique et social, dans lequel les partenaires sociaux, sont engagés les uns et les autres à promouvoir une politique de bonne gouvernance et de développement dans le cadre social et économique. Le dialogue qui a été initié ensemble entre trois acteurs en rapport avec la vie économique et sociale du pays, à savoir le gouvernement, la centrale syndicale et les organisations patronales, représentant le secteur privé à lequel on s'est intéressé par le biais d'une association patronale regroupant les femmes chefs d'entreprises privées (SEVE) ; d'où les questions qu'on s'est posé : peut-on instauré un dialogue social en Algérie où chaque acteur de la société civile serait impliqué ? Est –ce le rôle de l'association des femmes chefs d'entreprises dans ce processus peut être un mythe ou une réalité ? Des éléments de réponse nous seront peut-être apportés à travers l'étude de cas de la participation de l'association SEVE, aux négociations tripartites achevée par la signature d'un pacte national économique et social en mars 2006

Mots clés :

Femme; entreprise; mythe; association

Introduction :

L'Algérie se trouve confrontée à un défi majeur, celui de réussir son intégration à la politique mondiale (philosophie de la mondialisation) et asseoir un climat social serein, qui tient compte des équilibres socio –politiques du pays d'aujourd'hui et de demain .à cet effet l'Algérie traverse une période cruciale pour deux raisons essentielles, la première itinérante à la nature et enjeux (surtout sociaux économiques) de cette étape de transition ; la seconde est beaucoup plus liée à la sensibilité de cette phase de structuration de dialogue social ; ces deux raisons prennent une dimension supplémentaire lorsqu'il faut traiter et évoquer le rôle des acteurs sociaux ,d'où la nécessité de conduire ce mécanisme (dialogue social) dans la concertation .Renforcer le dialogue social et la capacité des partenaires sociaux a été au cœur des débats de plusieurs concertations dans la sphère socio-économique voire politique. Le plus grand challenge serait alors de promouvoir un dialogue social et faire participer tous les partenaires sociaux.

Si on se réfère à des standards internationaux on peut citer que d'après l'organisation internationale de travail (OIT), le dialogue social « inclut toutes les formes de négociation de consultation ou simplement d'échange d'informations entre représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs sur les questions d'intérêts communs liées à la politique économique et sociale d'un pays»¹ . Ces négociations se présentent soit : d'un processus tripartite dans lequel le gouvernement serait officiellement partie au

---

¹ Rapport de l'OIT, sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail.

dialogue ; soit de relations bipartites impliquant simplement les représentants des salariés(e) (les syndicats) et les représentants des employeurs (organisations patronales). Ces partenaires ont pour objectif principal, de renforcer le consensus de la participation démocratique au sein des principales parties prenantes de la société. Il est à rappeler aussi que le bon fonctionnement des structures du dialogue social peut permettre de résoudre de sérieux problèmes économiques et sociaux, de stimuler le progrès économique, voire de favoriser la paix et la stabilité sociale. Pour dire que les pactes sociaux sont le plus souvent le résultat d'un consensus entre les différents acteurs, sur les orientations de la politique économique et sociale de chaque pays. Vu que par exemple dans certain pays d'Europe centrale et orientale, des pactes sociaux ont été conclu pour traiter les particularités de la transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché. Les pactes sociaux offrent également la possibilité d'impliquer d'avantage les organisations d'employeurs dans le processus d'élaboration de la politique des pouvoirs publiques. Si la situation était ainsi dans son contexte général, qu'en est- il alors si on essaye d'évoquer la thématique du dialogue social par rapport à la femme chef d'entreprise, et en particulier celle du secteur privé ?

En effet l'Algérie a eu la possibilité de procéder à un certain nombre de réformes lui permettant le passage de la phase des libertés citoyennes et syndicales à la phase du dialogue social qui s'est construit depuis 1990 ,sous forme de différentes plates formes ;bipartites(la première date d'octobre 1990)et tripartites(la première date de novembre 1991)chose qui a permis la mobilisation des potentialités du pays, dans le cadre d'un pacte national

économique et social, dans lequel les partenaires sociaux ,sont engagés les uns et les autres à promouvoir une politique de bonne gouvernance et de développement dans le cadre social et économique .le dialogue qui a été initié entre trois acteurs en rapport avec la vie économique et social du pays ;à savoir le gouvernement, la centrale syndicale et les organisations patronales ,ces dernières à laquelle on s'est intéressé par le biais d'une association patronale regroupant les femmes chefs d'entreprises privées (SEVE) ,d'où les questions qu'on s'est posé : peut-on instaurer un dialogue social en Algérie où n'importe quel acteur de la société civile serait impliqué ? Dans ce sens l'association des femmes chefs d'entreprises est-il un mythe ou une réalité ? Des éléments de réponse nous seront peut-être apportés à travers l'étude de cas de la participation de l'association SEVE aux négociations tripartites. L'économiste algérien Abdellatif Rabah s'interrogeait « comment en effet, celle à qui l'histoire et la culture mais aussi la politique ont assigné la place de subordonnées à vie. S'identifiant à l'espace domestique, peuvent-elles être chefs d'entreprise ... ? »²

Il est une catégorie de femmes chefs d'entreprise, qui se sont engagé à se structurer en association patronale pour entamer une aventure hors du cadre économique, voire politique elles sont passé de l'acte d'entreprendre à celui de négocier. C'est cette caractéristique d'exception qui a motivé le choix de notre thématique de recherche intitulée : associations des femmes chefs d'entreprise : mythe et réalité en Algérie.

---

² Rabah-Abdelatif.la minorité invisible –préface: Wassila Tamzali-éditions: Casbah, Alger 2007; p12. -

Dans cette étude il a été question de mettre en évidence la capacité des femmes chefs d'entreprise, à s'impliquer dans le processus du dialogue social dans le but « de poser les premiers jalons, non seulement d'un entrepreneuriat au féminin mais aussi de s'imposer dans la sphère politique du pays. » Ou ce que d'autres préfèrent appeler « l'affirmation de soi ».

Avec les réformes politiques de la dernière décennie. Et avec l'ouverture du champs syndicale, la question de la femme trouverait une issue dans le champs politique ; les femmes se sont regroupées en association, dans divers secteurs ; tel qui est le cas pour les femmes chefs d'entreprises du secteur privé qui ont créé en 1990 une association patronale dénommée savoir et vouloir entreprendre, (SEVE). Ne Comptant actuellement pas moins de 1000 adhérentes,. Parmi leurs actions les plus remarquables c'est : « de rompre la solitude des femmes entrepreneur en les incitant à adhérer aux structures de regroupements existants»³, à l'instar des organismes nationaux ou régionaux en rapport avec le monde de l'économie et l'entrepreneuriat en particulier.

A partir des données issues d'un entretien réalisé auprès de la présidente de l'association patronale sujet de notre étude(SEVE), il ressort que la « participation de la femme chef d'entreprise au dialogue social est le résultat, de la bonne volonté des pouvoirs publics, résultant d'un long parcours de combat de femmes exerçant leur activité d'entrepreneurs dans un environnement hostile »⁴.

---

³ Extrait de l'entretien réalisé avec la vice présidente de SEVE; mars ,2007.

⁴ Extrait de l'entretien réalisé avec la présidente de SEVE; mars ,2007.

Pour vérifier cela nous avons procédé suite à notre entretien avec la présidente de l'association en question à ce qui suit :

Premièrement : parler de la condition de la femme en tant qu'entrepreneur ;

Deuxièmes : parler de la femme en tant qu'acteur dans le processus du dialogue social (au sens officiel), prenant comme modèle la présidente de l'association SEVE, en tant que chef d'entreprise privée ayant siégé à toute les tripartites, représentant les femmes chefs d'entreprises et en particulier celles exerçant dans le secteur privé.

Les femmes chefs d'entreprise ne semblent jamais être découragées par l'hostilité du milieu dans lequel elles se sont aventurées, car elle reste toujours « animée de cette ténacité à continuer et à se maintenir en tant que telles. », ceci dit elles sont certainement en train de construire une nouvelle image de la femme Algérienne. Voir une nouvelle identité, En effet nous pouvons dire que la réalisation de projet d'entreprises dans un climat aussi tendu, relève de l'exploit surtout que l'on sait que dans la société Algérienne, une femme qui a choisi de « s'aventurer » n'a pas le droit à l'erreur ni à celui de se plaindre. « Si tu te plains des difficultés on te dit, tu es une femme : pourquoi es-tu allée investi où créer une entreprise » autrement dit : « pourquoi tu t'es mêlée des choses qui ne te concerne pas ». puisque « Être chef nous disent les dictionnaires, c'est diriger, commander, gouverner, exercer l'autorité..., autant d'attributs qui relèvent du lexique des fonctions du pouvoir dont on sait qu'elles ne se déclinent que très rarement au féminin »⁵. De la réussite de monter son propre

---

⁵ Rabah-Abdelatif; opcit. pp12-13.

entreprise à l'action de se positionner sur la scène politique, est sans doute liée à cette «ambition de l'affirmation de soi et de conquête d'une reconnaissance sociale nouvelle»⁶.

Ce qu'il faut préciser c'est ce qu'on a constaté lors de notre entretien avec la présidente de l'association en question, celle-ci voulait à chaque fois nous faire part de ses sentiments de fierté d'avoir et pour la première fois en Algérie, représenté les femmes entrepreneurs aux négociations tripartites, où elle a pu soumettre les préoccupations de l'entrepreneuriat féminin aux pouvoirs publics. Cette réussite laquelle d'après nous est le résultat d'un certain capital social qu'elle détient et en particulier un capital d'éducation ou «atout du savoir qui s'est transformé en capital professionnellement et socialement valorisé»⁷.

Pour en conclure on pourrait avancer les arguments suivants :

En Algérie la lente évolution de la participation de la femme à la vie économique, est la conséquence de deux facteurs, à savoir le poids de la tradition et des coutumes, et l'opacité du cadre juridique et réglementaire concrétisant les bonnes intentions des pouvoirs publics.

-même un arsenal juridique ne suffira pas pour rendre effectif la participation de la femme à la vie économique, il doit être accompagné d'une révolution de mentalité, car la femme algérienne doit toujours se battre plus que l'homme, puisqu' on lui demande toujours de :

-faire ses preuves avant de lui faire confiance ;

---

⁶ itinéraires des femmes entrepreneurs en Algérie: cas d'Oran; Benghabrit -Remaoun Nouria et Rahou Yamina; colloque international: création d'entreprise et territoires; Tamanrasset :03 et 04 décembre 2006. P 14.

⁷ Benghabrit-Remaoun et Rahou Yamina; opcit, p13.

-d'avoir de l'expérience avant de lui confier une quelconque responsabilité, on attend d'elles : des résultats rapides et concrets, elle n'a pas droit à l'échec. C'est peut-être cette exigence des autres vis-à-vis d'elle qui la rend peut-être si performante.

Et pour donner une réponse à notre question de départ, peut-on dire que, malgré l'existence des textes , des lois et de réglementations (issues d'une bonne volonté des pouvoirs publics est si facile .car et si on reprend l'expression anglo-saxonne , «les progrès du genre , dont on peut se demander à ce que ce succès .....détourne le mouvement féministe, ici comme ailleurs ,de son but premier: lutter contre la morale .....qui se cache derrière les mentalités, les identités , les traditions»⁸ car et pour le petit nombre de femmes qui ont réussi à franchir le seuil des secteurs traditionnellement féminisés ,comme l'éducation, la santé, l'administration, elles seraient dotée d'un esprit de battante disposant d'un certain professionnalisme et un réseau relationnel(capital social) selon la formule de Pierre Bourdieu.

Bibliographie :

- Itinéraires des femmes entrepreneurs en Algérie : cas d'Oran, Boughabrit-Remaoun Nouria et Rahou Yamina –colloque international : création d'entreprise et territoires. Tamanrasset :03 et 04decembre 2006.
- Rabah-Abdelatif.la minorité invisible –préface : Wassila Tamzali-éditions : Casbah, Alger 2007

---

⁸ Rabah-Abdelatif; opcit 08.